

Déclaration liminaire au CTL du 14 novembre 2013

Monsieur le Président,

Le 29 octobre dernier, le Directeur Général annonçait la création d'un baromètre social à la DGFIP. Depuis plusieurs années, les discussions sont engagées avec l'administration sur le dossier « conditions de vie au travail ». Des instruments de mesure et de prévention ont déjà été mis en place qui permettent de percevoir la réalité de la vie au travail (Duerp, TBVS, EDD...).

La réalité est donc largement connue: elle est celle d'une dégradation continue des conditions de vie au travail particulièrement sous le poids des suppressions massives d'emplois, des restructurations de missions et de services.

Le mal être au travail est un phénomène avéré et croissant qui touche toutes les catégories, comme le pointe un rapport des médecins de prévention du ministère de l'économie et des finances. Les suicides ou tentatives, les pathologies liées au stress, les multiples expressions de souffrances au travail sont révélateurs de cette dégradation.

Si la CGT a toujours considéré utiles des instruments de mesure, elle n'a cessé de dire qu'ils n'avaient de sens que dans l'objectif réel d'un changement d'orientations permettant aux agents d'accomplir toutes leurs missions dans de bonnes conditions.

Force est de constater que c'est le chemin inverse que continue à prendre la Direction générale en poursuivant sa politique de réduction d'effectifs (d'ailleurs pouvez vous nous donner le nombre de suppressions d'emplois dans le Morbihan en 2014?) de réformes et restructurations régressives qui sont au cœur de la démarche stratégique.

A quoi sert de multiplier les thermomètres quand on se refuse à soigner le malade? L'affichage a des limites qui sont aujourd'hui largement atteintes.

Les agents sont inquiets devant le climat antifiscal qui se développe aujourd'hui, les dégradations commises à Morlaix et Rennes récemment accentuent cette inquiétude.

Cette dégradation s'exprime encore aujourd'hui, avec à l'ordre du jour de ce Comité, la poursuite de la réduction des horaires d'ouverture dans les trésoreries (aujourd'hui à Port Louis). Il faudra également nous expliquer pourquoi vous fusionnez 2 brigades de vérification à Vannes.

Ce n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui mais c'est l'installation de postes informatiques dans les SIE pour aider les contribuables qui n'ont pas Internet à faire

leurs télédéclarations (une mesure de la D.S, le « tout numérique ») alors que ces services (comme d'autres d'ailleurs) sont surchargés et que les agents n'en peuvent plus.

La rare bonne nouvelle dans la période est la mise en place (enfin) du plan de titularisation des agents contractuels. La CGT a demandé que ce point soit inscrit à l'ordre du jour car les agents se posent beaucoup de questions et ont besoin de précisions avant de s'engager.

La CGT Finances Publiques, avec les agents, continuera à agir pour que la vie au travail ne soit pas synonyme de difficultés et de souffrances, continuera à agir pour gagner des améliorations concrètes et pour que la Direction générale dépasse la stratégie du thermomètre.

Cela commence d'ores et déjà par répondre aux revendications sur l'emploi et donner les moyens nécessaires à l'exercice des missions.